

## NIGÉRIE

Amnesty International est extrêmement préoccupée par le sort de 17 autres militants ogoni

Index AI: AFR 44/54/95

Pour diffusion immédiate

Au lendemain de l'exécution de Ken Saro-Wiwa et de huit autres militants ogoni, Amnesty International s'inquiète vivement du sort d'au moins 17 militants ogoni qui se trouvent toujours en détention. Elle craint qu'ils ne fassent également l'objet de procès iniques et ne soient condamnés à mort et exécutés sans pouvoir interjeter appel auprès d'une instance supérieure.

« Si le gouvernement nigérian s'est montré prêt à exécuter Ken Saro-Wiwa et huit autres Ogoni juste avant la réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth, il est fort légitime de craindre pour la sécurité des autres membres de la communauté ogoni qui risquent d'être jugés et exécutés, a déclaré l'Organisation aujourd'hui (jeudi 16 novembre 1995).

« Le gouvernement nigérian semble décidé à museler l'opposition dans le pays, défiant toute condamnation de la communauté internationale. »

Amnesty International invite les gouvernements et les entreprises ayant des relations commerciales avec le Nigéria d'user de leur influence pour tenter de sauver les autres prisonniers politiques ogoni et empêcher qu'ils ne soient jugés inéquitablement et exécutés.

Les 17 militants ont été appréhendés au milieu de l'année 1994, lors d'une vague d'arrestations de sympathisants du Mouvement for the Survival of the Ogoni People (MOSOP, Mouvement pour la survie du peuple ogoni) provoquée par le meurtre de quatre dirigeants ogoni en mai 1994. Ils ont été maintenus en détention au secret sans avoir été inculpés de la mi-94 à juin 1995, date à laquelle ils ont comparu devant une juridiction répressive (Magistrate's Court) de Port Harcourt après avoir été inculpés d'une infraction entraînant obligatoirement leur placement en détention – ils auraient apparemment été accusés de meurtre.

En juin 1995, ils auraient été transférés des cellules d'un poste de police de Port Harcourt à la prison, parce que les premières n'étaient semble-t-il pas suffisamment sûres. Quatre autres hommes auraient été arrêtés le 24 octobre 1995 et inculpés de meurtre, toujours dans le cadre de l'affaire des quatre dirigeants ogoni tués en mai 1994.

L'un des hommes détenus depuis 1994 est décédé en prison à la mi-août 1995. Il s'agit de Clément Tusima, un mécanicien de quarante ans détenu sans inculpation depuis le 26 mai 1994. Cet homme était tombé malade pendant sa détention : il était devenu diabétique en novembre 1994. Il n'aurait pas pu bénéficier des soins médicaux que son état de santé nécessitait jusqu'à son transfert en prison en juin 1995. Finalement transporté à l'hôpital, où il était apparemment enchaîné à son lit, Clément Tusima aurait été renvoyé en prison pour des raisons de sécurité. Son état de santé s'est alors sérieusement aggravé, et il a été de nouveau transporté, cette fois inconscient, à l'hôpital, où il est mort.

Les militants ogoni ont été détenus par les militaires dans des conditions très dures et insalubres et n'ont pas pu bénéficier de soins médicaux avant d'être transférés en prison. Les conditions de vie sont également déplorables dans les prisons du Nigéria, où l'on constate un taux élevé de malnutrition, de maladies et de décès dus à l'insalubrité des lieux, à une nourriture insuffisante et à des soins médicaux quasi inexistantes.

Au cours des dernières semaines, la présence militaire s'est encore renforcée en pays ogoni : des

barrages routiers ont été installés dans toute la région, où les voyageurs sont fouillés et harcelés. D'autres arrestations ont eu lieu. Parmi les personnes appréhendées figurent l'évêque John Miller, le révérend Aeba et d'autres ministres de l'Église, apparemment parce qu'ils ont prié et organisé des manifestations silencieuses en faveur des prisonniers ogoni qui encourent la peine de mort ; citons également Barido Fomsi et Yira Bere, hommes d'affaires de Bori, la principale ville de la région. Aucune raison officielle n'a été donnée concernant ces arrestations, et les détenus ne semblent pas avoir été inculpés d'une quelconque infraction. En outre, il est difficile de savoir s'ils se trouvent toujours en détention.

Les militants ogoni exécutés le 10 novembre 1995 étaient Saturday Dobe, Nordu Cawo, Daniel Gbokoo, Paul Levura et Felix Nuatz, condamnés le 30 octobre 1995, et Baribor Bere, Barinam Kibol, John Kpuinzen et Ken Saro-Wiwa, condamnés le 31 octobre 1995. Ils avaient été reconnus coupables de meurtre par une juridiction d'exception à l'issue de procès iniques l